

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS27/42  
12 janvier 1999

(99-0083)

Original: anglais

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – RÉGIME APPLICABLE À L'IMPORTATION, À LA VENTE ET À LA DISTRIBUTION DES BANANES

### Communication des États-Unis, du Guatemala, du Honduras et du Panama

La communication ci-après, datée du 11 janvier 1999, adressée par les Missions permanentes des États-Unis, du Guatemala, du Honduras et du Panama au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

Nous vous faisons savoir par la présente que nous nous opposons aux efforts faits par la Communauté européenne (CE) aux séances tenues par l'Organe de règlement des différends (ORD) les 15 et 21 décembre pour tourner les règles et procédures normales de l'ORD. Nous considérons que les décisions que la Communauté européenne demandait à l'ORD de prendre à ces séances au sujet du différend sur les bananes allaient au-delà de l'objectif exprès et délimité de ces séances, et l'ORD ne peut donc pas conclure que les débats de ces séances constituaient la première réunion au cours de laquelle la prétendue demande d'établissement d'un groupe spécial de la CE était examinée par l'ORD aux fins de l'article 6:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Non seulement la demande de la CE (document WT/DS27/40) ne constitue pas un recours à l'article 21:5, mais en outre il n'y a pas de base procédurale permettant à l'ORD de traiter la prochaine réunion du 12 janvier comme étant la deuxième réunion à laquelle l'ORD pourrait prendre une décision concernant cette demande.

Le 25 novembre, l'ORD a décidé de proroger sa réunion pour prévoir la possibilité que l'ORD ait besoin de ratifier un accord entre les parties au différend sur les bananes (DS27) à l'effet de reconvoquer le Groupe spécial initial pour examiner les mesures relatives aux bananes prenant effet dans la CE au 1<sup>er</sup> janvier 1999. À la réunion du 25 novembre, vous avez recommandé à l'ORD, et l'ORD a décidé, à la fois d'inscrire un point additionnel à l'ordre du jour de la réunion (intitulé "CE – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours à l'article 21:5") et d'ajourner la réunion et de la "reconvoquer à une date ultérieure pour examiner cette question". Vous avez reconnu le fondement d'une telle prorogation de la réunion de l'ORD lorsque vous avez dit à juste titre "Il est entendu que cette proposition est faite dans des circonstances exceptionnelles à la lumière de l'importance de la question et sur la base de l'"accord" auquel sont parvenues à cet effet les parties concernées". Il était donc clair dès le départ que la prorogation de la réunion de l'ORD du 25 novembre était une prorogation extraordinaire, étant entendu que toute décision que prendrait l'ORD serait une décision à laquelle les parties donneraient leur accord. Ce que vous entendiez – et ce que nous entendions – par ces conditions préalables a été de nouveau exposé le 3 décembre lorsque vous avez annoncé une éventuelle reconvoque de l'ORD le 8 décembre. Vous avez déclaré que vous "auriez" l'intention de reconvoquer l'ORD "si une approche *mutuellement convenue* concernant cette question peut être arrêtée à temps".

./.

Malgré la condition préalable que vous avez énoncée pour reconvoquer l'ORD – une approche mutuellement convenue – le 11 décembre la CE vous a écrit tout à fait unilatéralement et vous a demandé de reconvoquer l'ORD. Quelques heures avant que l'ORD ne soit reconvoqué le 15 décembre, nos gouvernements ont reçu une copie d'une prétendue demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la CE, qui ne reflétait pas une approche mutuellement convenue. En votre qualité de Président, vous avez dit à juste titre à l'ORD qu'aucune décision ne pouvait être prise à cette réunion.

Contrairement à ce que vous avez laissé entendre à la réunion de l'ORD du 21 décembre, la question de savoir si, dans ces circonstances, cette réunion pouvait constituer la première réunion pour l'examen de la demande de la CE relève de l'ORD, et non d'un groupe spécial convoqué en réponse à la demande de la CE. En outre, la décision de l'ORD de ne pas ajourner la réunion du 25 novembre en attendant un accord entre les parties n'était pas une décision de déroger aux prescriptions du règlement intérieur de l'ORD en matière d'avis et de documentation préalable.

Si nos gouvernements protestent face aux nombreuses irrégularités procédurales, ils s'élèvent encore davantage contre les vices de fond évidents de la demande de la CE. Au lieu de demander un recours à l'article 21:5 pour examiner le régime communautaire applicable aux bananes, la CE a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour interpréter l'article 21:5. Autrement dit, dans sa demande, la CE ne cherche pas à obtenir l'établissement d'un groupe spécial pour examiner la comptabilité des mesures communautaires concernant les bananes, mais elle veut que l'ORD établisse un groupe spécial pour approuver la position juridique de la CE au sujet de l'article 21:5. Elle cherche en outre à obtenir que soit établie une nouvelle présomption en faveur de la partie dont il a été constaté qu'elle enfreignait ses obligations dans le cadre de l'OMC. Il n'y a aucune base quelle qu'elle soit, dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, permettant de créer un groupe spécial au titre de l'article 21:5 pour réaliser de tels objectifs. Nous ne pouvons pas non plus accepter les tentatives extraordinaires faites par la CE pour modifier *oralement* sa demande d'établissement d'un groupe spécial, qui ne peuvent avoir aucun effet juridique quel qu'il soit à la lumière de l'article 6:2 du Mémoire d'accord, lequel exige que les demandes d'établissement de groupes spéciaux soient présentées par écrit.

En outre, si l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (Consultations) est applicable aux procédures au titre de l'article 21:5, comme la CE l'a fait valoir précédemment, la CE n'a alors pas rempli la condition préalable qu'elle a elle-même énoncée pour le dépôt d'une telle demande. Le représentant de la CE elle-même a résumé le vice et les irrégularités de fond de la propre demande de la CE lorsqu'il a signalé, le 15 décembre, que la CE ne pouvait pas déposer une plainte contre elle-même. En conséquence, sa demande ne constitue pas et ne peut pas constituer un "recours à l'article 21:5".

---